



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Effectifs de police à Aix-en-Provence

Question au Gouvernement n° 2697

Texte de la question

EFFECTIFS DE POLICE À AIX-EN-PROVENCE

M. le président. La parole est à M. Mohamed Laqhila.

M. Mohamed Laqhila. Monsieur le ministre de l'intérieur, depuis plusieurs années, les effectifs de police des cinq communes de ma circonscription, dont Aix-en-Provence, travaillent en flux tendu. Vous n'êtes pas sans savoir que la police assure quotidiennement nombre de missions au bénéfice du tribunal judiciaire et de la cour d'appel d'Aix-en-Provence – ville où vous vous trouviez récemment. Vous n'êtes pas sans savoir que la police est davantage sollicitée depuis le doublement des capacités d'accueil de la prison de Luynes, qui se trouve dans ma circonscription et qui est devenue le troisième centre pénitentiaire en France.

Toutes ces nouvelles contraintes imposent régulièrement la mobilisation de nombreuses unités de commissariat au détriment de la sécurité et de la tranquillité de nos concitoyens. (*M. Ugo Bernalicis s'exclame.*) J'en veux pour preuve les cambriolages et les vols par effraction, qui ont augmenté de façon significative dans les communes de ma circonscription et principalement dans la ville d'Aix-en-Provence. Ils ont même connu un pic au cours de l'année qui vient de s'écouler – pic jamais atteint auparavant. Récemment, deux de mes proches ont subi, pour l'un, un vol à l'arraché et, pour l'autre, une agression physique qui l'a conduit à trois jours d'hospitalisation.

Ma question est simple, monsieur le ministre : qu'avez-vous prévu pour faire face à cette situation, qui s'aggrave de jour en jour ? M. le secrétaire d'État Nunez, présent lui aussi à Aix-en-Provence il n'y a pas si longtemps, s'était engagé à renforcer les effectifs nécessaires à la police nationale pour faire face au fonctionnement des juridictions et du centre pénitentiaire. Or j'apprends que le commissaire Céméli, à qui je rends hommage – c'est un très bon policier –, a vu il y a peu son effectif réduit de quinze policiers.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Non, monsieur le député, les effectifs n'ont pas baissé de quinze personnes : le commissaire, s'il vous a donné ces chiffres, a dû se tromper dans son calcul...

M. Pierre Cordier. Il va être révoqué !

M. Christophe Castaner, ministreparce que, depuis 2006... (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) Vous avez raison : à une certaine époque, on supprimait 12 532 emplois dans la police et dans la gendarmerie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Le contexte n'avait rien à voir !

M. Christophe Castaner, ministre. Voilà qui devrait vous conduire à un minimum de modestie ! (*Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Sébastien Huyghe. Il est vrai que la délinquance diminue, depuis que vous êtes ministre...

M. Christophe Castaner, ministre. Je vous indique, monsieur Laqhila, qu'il y a 306 effectifs... (*Mêmes mouvements.*)

M. Pierre Cordier. Les deux situations n'ont rien à voir !

M. le président. Monsieur Cordier, s'il vous plaît...

M. Christophe Castaner, ministre. Vous pouvez crier, mais c'est une réalité, donnez-nous en acte. Et donc... (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) Ne vous énervez pas et assumez, mesdames et messieurs. Et donc...

M. Pierre Cordier. Le contexte de l'époque n'avait rien avoir avec celui d'aujourd'hui !

M. Christophe Castaner, ministre. Vous avez raison, le contexte n'avait rien à voir : il était pire. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. menteur !

M. Christophe Castaner, ministre . Il y a actuellement, disais-je, 306 effectifs sous l'autorité du commissaire d'Aix-en-Provence – ils n'ont donc pas baissé depuis 2016.

À l'occasion des sorties d'écoles du mois de mars, nous avons prévu de renforcer ces effectifs pour prendre en compte un certain nombre d'opérations que vous avez évoquées, monsieur Laqhila.

M. Pierre Cordier. Vous êtes bien un ancien socialiste !

M. Christophe Castaner, ministre. Il est vrai que la circonscription d'Aix-en-Provence connaît des difficultés, qui sont celles de l'ensemble du territoire couvert par la direction départementale, où l'on compte 215 emplois de moins que l'effectif de référence. Il faut donc assumer la réalité des chiffres, y compris celle qui montre, dans ce cas précis, que nous sommes en retard.

Toutefois, puisque vous avez évoqué quelques statistiques négatives sur l'évolution de la délinquance, je tiens, à propos de la commune d'Aix-en-Provence – et j'ai travaillé avec Anne-Laurence Petel sur le sujet –, à souligner certaines baisses significatives constatées entre 2018 et 2019. Je pense aux vols de véhicules, qui ont diminué de 19 %, aux vol à la tire, qui ont diminué de 18 %, et aux vols à main armée, qui ont diminué de 55 %.

M. Jean-Paul Lecoq. Nous n'avons décidément pas les mêmes chiffres !

M. Christophe Castaner, ministre. Il est donc essentiel que nous restions totalement mobilisés et que nous garantissons un bon niveau d'effectifs. C'est pourquoi le Gouvernement s'est engagé à recruter 10 000 policiers et gendarmes, et cela avec votre soutien. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Mohamed Laqhila](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (11^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2697

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 février 2020](#)